

- 2° soit une attestation délivrée par l'autorité compétente, dont il ressort qu'il (elle) est :
- soit obligatoirement inscrit(e) comme demandeur d'emploi en vertu de la réglementation sur l'emploi et le chômage;
 - soit est bénéficiaire du minimum vital;
 - soit est à charge de la personne visée au litt. a) ou b);
- 3° soit une attestation délivrée par l'autorité compétente, dont il ressort qu'il (elle) est :
- handicapé(e), avec une incapacité de travail d'au moins 65 %;
 - bénéficiaire d'une allocation pour personne handicapée;
 - personne à charge d'une personne visée au litt. a) ou b);
- la preuve qu'il (elle) réside dans un home familial ou dans un institut médico-pédagogique;
- 5° la preuve qu'il (elle) possède le statut de réfugié(e) politique reconnu(e) ou est à charge d'une personne ayant ce statut.

Les établissements d'enseignement artistique à temps partiel conservent l'attestation ou la preuve, visées aux points 1° à 6°, dans le dossier individuel de l'élève. Ce dossier est soumis au contrôle à la demande du service de vérification du département de l'Enseignement du Ministère de la Communauté flamande.

Art. 5. § 1er. L'élève qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans au 31 décembre de l'année scolaire concernée, ne doit payer le droit d'inscription réduit que si un autre membre de la même famille a déjà payé un droit d'inscription dans le même ou dans un autre établissement d'enseignement artistique à temps partiel. Les établissements d'enseignement artistique à temps partiel conservent la preuve de ce paiement dans le dossier individuel de l'élève. Ce dossier est soumis au contrôle à la demande du service de vérification du département de l'Enseignement du Ministère de la Communauté flamande.

§ 2. L'élève qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans au 31 décembre de l'année scolaire concernée ne doit payer que le droit d'inscription réduit pour chaque inscription supplémentaire dans une autre orientation d'études du même ou d'un autre établissement d'enseignement artistique à temps partiel.

Art. 6. Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions fixe les modalités de perception des droits d'inscription.

Art. 7. Les articles suivants sont abrogés :

- l'article 18 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 portant organisation de l'enseignement artistique à temps partiel, orientation d'études « Arts plastiques »;
- l'article 27 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 portant organisation de l'enseignement artistique à temps partiel, orientations « Musique, Arts de la Parole et Danse. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

Art. 9. Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 2040

15 JUILLET 1993. — Ordonnance concernant les normes de qualité et de sécurité de logements meublés, que le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté en sa séance du lundi 12 juillet 1993 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

(1) Documents du Conseil.

Session ordinaire 1991-1992. — A-174/1. Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 1992-1993. — A-174/2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séances des 9 et 12 juillet 1993. — Adoption. Séance du 12 juillet 1993.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 2040

15 JULI 1993. — Ordonnantie betreffende de kwaliteits- en veiligheidsnormen voor gemeubelde woningen, dat de Brusselse Hoofdstedelijke Raad in zijn vergadering van maandag 12 juli 1993 aangenomen heeft (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

(1) Dokumenten van de Raad.

Gewone zitting 1991-1992. — A-174/1. Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 1992-1993. — A-174/2. Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergaderingen van 9 en 12 juli 1993. — Aanneming. Vergadering van 12 juli 1993.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

« 1^o logement meublé : les pièces affectées, meublées, à la location à des personnes qui ne font pas partie du ménage du bailleur et dont le preneur a la jouissance soit en exclusivité, soit en communauté avec d'autres habitants du bâtiment, en ce compris les parties de l'immeubles autres que les pièces d'habitation et qui sont affectées à l'utilisation commune des habitants.

2^o pièces d'habitation : les pièces destinées à servir de logement, en communauté ou non, à l'exclusion des couloirs, des toilettes, des salles d'eau, des vestibules ou des halls d'entrée, des cages d'escalier, des débarras, des caves, des garages, des greniers non aménagés en logement et des annexes inhabitables. »

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 3. La présente ordonnance s'applique aux logements meublés loués ou mis en location, quelle que soit la durée d'occupation de ceux-ci, à moins que l'immeuble où ils se situent soit habité par le bailleur et qu'il n'y loue pas plus de deux logements meublés.

CHAPITRE III. — *Normes de qualité et de sécurité*

Section Ire. — Salubrité et hygiène

Art. 4. Le logement meublé doit satisfaire aux normes élémentaires de salubrité et d'hygiène et notamment à celles arrêtées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne l'emplacement et la superficie des pièces d'habitation, ainsi que les possibilités d'éclairage et d'aération.

Section 2. — Equipement sanitaire

Art. 5. Le logement meublé doit disposer de l'équipement sanitaire minimal, lequel doit être régulièrement contrôlé. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine ces équipements et les dispositions de contrôle.

Section 3. — Chauffage

Art. 6. Le logement meublé doit disposer de moyens de chauffage suffisants et sûrs. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine ces moyens de chauffage et les prescriptions de sécurité y relatives.

Section 4. — Installations d'électricité et d'éclairage

Art. 7. Le logement meublé doit disposer d'une installation électrique permettant d'éclairer et d'utiliser en toute sécurité des appareils électriques. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixe les normes dans ce domaine.

Section 5. — Installation du gaz

Art. 8. En cas d'utilisation de conduites de gaz, le logement meublé doit satisfaire aux normes de sécurité fixées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 6. — Entretien des canalisations d'aération, de gaz de combustion et de fumée

Art. 9. Les canalisations d'aération, de gaz de combustion et de fumée du logement meublé doivent être entretenues conformément aux normes fixées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 7. — Ameublement et possibilité de cuisiner

Art. 10. La location d'un logement meublé doit comporter la possibilité de cuisiner conformément aux normes arrêtées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le logement meublé doit contenir un ameublement adapté au nombre de personnes qui l'occupe habituellement. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut déterminer l'ameublement minimum requis.

Section 8. — Caractère individuel du logement

Art. 11. Le logement meublé doit être aménagé de telle manière que l'inviolabilité du domicile et le respect de la vie privée soient garantis.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut fixer des règles à cet effet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

« 1^o gemeubelde woning : de vertrekken, gemeubeld, die bestemd zijn voor verhuuring aan personen die geen deel uitmaken van het gezin van de verhuurder, en waarvan de huurder het genot heeft hetzij bij exclusiviteit, hetzij gemeenschappelijk met andere bewoners van het gebouw, met inbegrip van de niet als woonvertrek ingerichte gedeelten van het gebouw, die bestemd zijn voor het gemeenschappelijk gebruik van de bewoners.

2^o woonvertrekken : de voor bewoning bestemde vertrekken, al dan niet gemeenschappelijk, met uitsluiting van de gangen, de toiletten, wasruimten, voorhallen of inkomhallen, trapzalen, bergkammers, kelders, garages, zolders die niet als woonvertrekken zijn ingericht en de niet-bewoonbare bijgebouwen. »

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 3. Deze ordonnantie is van toepassing op de gemeubelde woningen, die ongeacht de duur van de bewoning, verhuurd of te huur gesteld worden tenzij het gebouw waarin ze zich bevinden bewoond wordt door de verhuurder en hij er niet meer dan twee gemeubelde woningen in verhuurt.

HOOFDSTUK III. — *Kwaliteits- en veiligheidsnormen*

Afdeling 1. — Gezondheid en hygiëne

Art. 4. De gemeubelde woning moet voldoen aan de elementaire normen van gezondheid en hygiëne en onder meer aan deze vastgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wat betreft de ligging en de oppervlakte van de woongedeelten, evenals de verlichtings- en verluchtingsmogelijkheden.

Afdeling 2. — Sanitair

Art. 5. De gemeubelde woning dient te beschikken over minimale sanitaire voorzieningen die regelmatig dienen te worden gecontroleerd. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering stelt deze voorzieningen en controlemaatregelen vast.

Afdeling 3. — Verwarming

Art. 6. De gemeubelde woning dient voorzien te zijn van voldoende en veilige verwarmingsmogelijkheden. De Brusselse Hoofdstedelijk Regering stelt deze verwarmingsmogelijkheden en de daaraan verbonden veiligheidsvoorschriften vast.

Afdeling 4. — Elektrische installaties en verlichting

Art. 7. De gemeubelde woning dient voorzien te zijn van een elektrische installatie die het veilig verlichten en het veilig gebruik van elektrische apparaten toelaat. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering stelt de vereisten hieromtrent vast.

Afdeling 5. — Gasinstallatie

Art. 8. De gemeubelde woning dient bij gebruik van gasleidingen te beantwoorden aan de veiligheidsvoorschriften bepaald door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Afdeling 6. — Onderhoud kanalen voor verluchting, verbrandingsgassen en rook

Art. 9. In de gemeubelde woning dienen de kanalen voor verluchting, verbrandingsgassen en rook onderhouden te worden in overeenstemming met de normen vastgelegd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Afdeling 7. — Kookmogelijkheid en meubilering

Art. 10. De verhuuring van een gemeubelde woning dient de mogelijkheid in te houden om te koken, overeenkomstig de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgestelde normen.

De gemeubelde woning moet meubilair bevatten dat aangepast is aan het aantal personen dat deze woning gewoonlijk bewoont. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het vereiste minimum aan meubilair vaststellen.

Afdeling 8. — Individueel karakter van de woning

Art. 11. De gemeubelde woning moet zodanig ingericht worden dat de onschendbaarheid van de woning en het respect voor het privé-leven gegarandeerd worden.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan hiervoor regels vaststellen.

Section 9. — Paiements des services

Art. 12. Le décompte du paiement des fournitures de gaz, l'eau et d'électricité doit être clair et précis.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut fixer des règles à cet effet.

Section 10. — Sécurité incendie

Art. 13. La sécurité incendie d'un logement meublé doit être suffisante.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixe les normes garantissant une accessibilité suffisante aux logements meublés et aux différentes chambres.

Il fixe les normes complémentaires et spécifiques en matière de sécurité d'incendie pour les éléments de construction des logements meublés dans le but d'y garantir la résistance au feu.

Il précise également les mesures complémentaires et spécifiques en matière de sécurité d'incendie nécessaires pour éviter les incendies.

Section 11. — Subventions

Art. 14. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut octroyer des aides pour l'aménagement de logements meublés conformes aux normes de qualité et de sécurité fixées par ou en vertu de la présente ordonnance.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrête la procédure et les conditions d'octroi des aides et notamment :

- 1° le nombre d'années pendant lequel le logement doit être affecté au logement meublé;
- 2° le montant maximum des loyers;
- 3° les revenus maximaux du bénéficiaire de l'aide;
- 4° les modalités de l'aide;
- 5° des critères d'attribution prioritaires de l'aide.

CHAPITRE IV. — Obligation de permis

Art. 15. Les logements meublés ne peuvent être mis en location ou loués que s'ils correspondent aux normes de qualité et de sécurité fixées par l'ordonnance ou en vertu de celle-ci.

Celui qui veut mettre en location ou louer un logement meublé doit obtenir préalablement un permis de la commune.

Ce permis est délivré automatiquement par les services communaux au moment du dépôt par le bailleur de sa déclaration de location ou de mise en location de logements meublés, qui est obligatoirement accompagnée d'un certificat de sécurité délivré par le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale après enquête et rapport du Service, et d'une attestation portant sur les normes de qualité délivrée par les personnes ou services agréés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces certificats et attestations établissent que les logements meublés répondent aux normes fixées par l'ordonnance ou en vertu de celle-ci.

Le permis est valable pour une période de six ans à partir de sa délivrance.

La Région de Bruxelles-Capitale fixe la procédure relative à la déclaration de location, à la délivrance et à la prolongation des permis.

Art. 17. En cas de cession d'un immeuble comportant un logement meublé pour lequel un permis a été délivré, le notaire instrumentant et le nouveau bailleur le signalent immédiatement à la commune et font adapter le permis existant.

Si des modifications techniques sont apportées à un immeuble comportant un logement meublé ou à ses installations, un nouveau permis doit être demandé après la fin de travaux.

Art. 18. Le bailleur d'un logement meublé doit afficher une copie du permis obtenu à un endroit bien visible de l'immeuble.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 10 de la Commission, et indépendamment des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents techniques des communes et de la Région de Bruxelles-Capitale désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ont qualité pour rechercher et constater par procès-verbal les infractions à la présente ordonnance et pour procéder à des visites de contrôle.

Afdeling 9. — Dienstenverrekening

Art. 12. De verrekening van leveringen van gas, water en elektriciteit dient op een duidelijke wijze te gebeuren.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan hieromtrent maatregelen vastleggen.

Afdeling 10. — Brandveiligheid

Art. 13. De gemeubelde woning dient voldoende brandveilig te zijn.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de vereisten die de bereikbaarheid van de gemeubelde woningen en de woonvertrekken waarborgen.

Zij bepaalt tevens aan welke aanvullende en specifieke vereisten van brandveiligheid de bouwelementen van de gemeubelde woningen dienen te beantwoorden om er de brandweerstand te verzekeren.

Ook omschrijft zij de aanvullende en specifieke maatregelen van brandveiligheid die nodig zijn om in gemeubelde woningen brand te voorkomen.

Afdeling 11. — Toelagen

Art. 14. Binnen de budgetaire mogelijkheden, kan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering hulp verlenen voor de aanpassingswerken om gemeubelde woningen in overeenstemming te brengen met de kwaliteits- en veiligheidsnormen die door of krachtens deze ordonnantie worden vastgelegd.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering legt de procedure en de toekenningsvoorwaarden omtrent de hulp vast, onder meer :

- 1° het aantal jaren dat de gemeubelde woning als dusdanig moet verhuurd worden;
- 2° het maximumbedrag van de huurprijzen;
- 3° het maximuminkomen van de begunstigde van de hulp;
- 4° de modaliteiten van de hulpverlening;
- 5° de voorrangregeling bij de toekenningscriteria van de hulp.

HOOFDSTUK IV. — Vergunningsplicht

Art. 15. Gemeubelde kamers mogen slechts worden verhuurd of te huur gesteld indien zij beantwoorden aan de door of krachtens deze ordonnantie vastgestelde kwaliteits- en veiligheidsnormen.

Degene die een gemeubelde woning wil te huur stellen of verhuren, moet vooraf van de gemeente een vergunning verkrijgen.

Art. 16. Deze vergunning wordt automatisch afgegeven door de gemeentelijke diensten op het ogenblik dat de verhuurder aangifte doet van het verhuren of het te huur stellen van gemeubelde woningen. Deze aangifte moet vergezeld zijn van een veiligheidsgetuigschrift afgegeven door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, na onderzoek en verslag van deze dienst, en van een attest omtrent de kwaliteitsnormen afgegeven door personen of diensten die daartoe erkend zijn door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Deze getuigschriften en attesten bevestigen dat de gemeubelde woningen voldoen aan de door of krachtens deze ordonnantie vastgestelde normen.

De vergunning is geldig voor een termijn van zes jaar, vanaf de toekenning van de vergunning.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de procedure voor de aangifte tot verhuren, het toekennen en het verlengen van de vergunningen.

Art. 17. Bij overname van een gebouw waarin zich een gemeubelde woning bevindt waarvoor een vergunning werd afgegeven, melden de optredende notaris en de nieuwe verhuurder dit onmiddellijk aan de gemeente en laten zij de bestaande vergunning aanpassen.

Wanneer aan een gebouw waarin zich een gemeubelde woning bevindt of aan de accommodatie technische wijzigingen worden aangebracht, moet na het beëindigen van de werken een nieuwe vergunning aangevraagd worden.

Art. 18. De verhuurder van gemeubelde woningen moet een afschrift van de verkregen vergunning op een goed zichtbare plaats in het gebouw uithangen.

Art. 19. Zonder afbreuk te doen aan artikel 10 van de Grondwet en onafhankelijk van de officieren van de gerechtelijke politie, hebben de technische ambtenaren en beambten van de gemeenten en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bevoegdheid om inbreuken op deze ordonnantie op te sporen en vast te stellen en hierover proces-verbaal op te stellen en om over te gaan tot controlebezoeken.

Le bailleur et le locataire ne peuvent s'opposer à ces visites de contrôle. Ils doivent fournir les éléments nécessaires pour que la visite de contrôle se déroule dans les meilleures conditions. Cette visite de contrôle a lieu pendant la journée, entre 8 et 18 heures. La date en est communiquée au moins huit jours à l'avance, soit par écrit, soit verbalement au bailleur et au locataire.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 20. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement, le bailleur qui contrevient, à une disposition arrêtée par ou en vertu des articles 4 à 13.

Est puni d'une amende de cent francs à mille francs le bailleur qui :

1. loue ou met en location un logement meublé en l'absence de permis ou après le retrait de permis;
2. ne respecte pas ou fait obstacle à l'organisation ou au déroulement d'un élément de la procédure de demande ou de prolongation d'une demande de permis;
3. fait obstacle à l'exercice des missions des fonctionnaires et des agents techniques, visés à l'article 19;
4. n'obtempère pas à une décision prise en vertu de l'article 21.

Art. 21. Le non-respect de la présente ordonnance et des arrêtés pris en exécution de celle-ci donne lieu au retrait du permis par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Avant le retrait, une mise en demeure peut être éventuellement envoyée, sommant le propriétaire de prendre, dans un délai de six mois, les mesures nécessaires pour respecter la présente ordonnance.

Dans les cas très graves, le retrait prend cours immédiatement, au moment fixé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 22. Les logements meublés existant lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et auxquels celle-ci s'applique, doivent répondre aux normes de qualité et de sécurité fixées par la présente ordonnance ou en vertu de celle-ci dans un délai de 3 ans à dater de son entrée en vigueur.

Les permis doivent être demandés avant l'expiration du délai de 3 ans.

Art. 23. Pour les logements meublés mis en location ou loués pour la première fois après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les normes de qualité et de sécurité fixées par l'ordonnance ou en vertu de celle-ci et les règles concernant l'obligation du permis sont immédiatement applicables.

Art. 24. Les normes de qualité et de sécurité fixées en vertu de la présente ordonnance sont abrogées six ans après l'entrée en vigueur de celle-ci, à moins qu'elles ne soient préalablement confirmées par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Adopté par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 1993.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et
Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et
de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,
D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,
R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics,
des Communications et de la Rénovation des Sites
d'Activités économiques désaffectés,
J.-L. THYS

De verhuurder en de huurder mogen zich niet verzetten tegen deze controlebezoeken. Zij zullen de nodige toelichtingen verstrekken om het controlebezoek in de beste omstandigheden te laten verlopen. Dit controlebezoek zal plaats hebben overdag tussen 8 uur en 17 uur. De datum ervan zal tenminste acht dagen vooraf meegedeeld worden hetzij schriftelijk hetzij mondeling aan de verhuurder en aan de huurder.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 20. Met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft de verhuurder die een bepaling overtreedt voorzien in of krachtens de artikelen 4 tot en met 13.

Met een geldboete van honderd tot duizend frank wordt gestraft de verhuurder die :

1. een gemeubelde woning verhuurt of te huur stelt zonder vergunning of na intrekking van de vergunning;
2. de organisatie of het verloop van de voorgeschreven procedure voor het aanvragen of verlengen van een vergunning niet respecteert of belemmert;
3. de uitoefening van de opdrachten van de technische ambtenaren beambten voorzien in artikel 19, belemmert;
4. geen gevolg geeft aan een krachtens artikel 21 genomen beslissing.

Art. 21. Niet-naleving van deze ordonnantie en van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten geeft aanleiding tot de intrekking van de vergunning door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve. Aan de intrekking gaat in voorkomend geval de verwittiging vooraf met de aanmaning om binnen een termijn van zes maanden de nodige maatregelen te nemen om de ordonnantie na te leven.

In zeer ernstige gevallen gaat de intrekking onmiddellijk in op het door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgestelde ogenblik.

Art. 22. De gemeubelde woningen die reeds bestonden voor de inwerkingtreding van deze ordonnantie en waarop ze van toepassing is, moeten binnen een termijn van 3 jaar na haar inwerkingtreding, aan de door of krachtens deze ordonnantie vastgestelde kwaliteits- en veiligheidsnormen voldoen.

De vergunningen dienen vóór het verstrijken van bedoelde termijn van 3 jaar te worden aangevraagd.

Art. 23. Voor de gemeubelde woningen die na de inwerkingtreding van deze ordonnantie voor de eerste maal te huur gesteld of verhuurd worden, zijn de door of krachtens deze ordonnantie vastgestelde kwaliteits- en veiligheidsnormen en de bepalingen in verband met de vergunningsplicht onmiddellijk van toepassing.

Art. 24. De kwaliteits- en veiligheidsnormen die krachtens deze ordonnantie worden vastgelegd, worden zes jaar na de inwerkingtreding van deze laatste opgeheven tenzij ze ervoor door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad bevestigd worden.

Aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 juli 1993.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en
Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en
Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,
D. GOSUIN

De Minister van Economie,
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS